

# L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8°)  
TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 & 43-46  
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur  
**GUSTAVE TÉRY**

ABONNEMENTS :  
Paris ..... 1 an 6 mois 3 mois  
Départ. .... 20 fr. 10 fr. 5 fr.  
Etranger... 24 fr. 12 fr. 6 fr.  
30 fr. 15 fr. 9 fr.

## THÈSES

### Pour que le gouvernement CONTINUE...

Profiterons-nous des leçons de la guerre ? Il est bien rare que les hommes profitent de la leçon des événements. Admirez du moins ceux qui essaient de corriger les vices de la machine gouvernementale que la guerre a accusés.

« Dans l'immense organisation administrative de la France, il manque, non sans de graves conséquences, un élément petit d'apparence mais essentiel au bon fonctionnement d'un gouvernement responsable et stable. » C'est par cette phrase que débute l'exposé des motifs d'un projet de loi de M. Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle, « tendant à la création d'un service administratif permanent attaché à la présidence du conseil ».

Et, en effet, à lire cet « exposé des motifs » où perçoit parfois une savoureuse ironie mais qui n'a certes rien d'acrimonieux ni d'anarchique, on comprend que l'incohérence de certaines initiatives gouvernementales et l'absence d'unité qui, depuis le commencement de la guerre, ont si souvent rendu stériles tant de bonnes volontés, viennent peut-être de ce que le pouvoir exécutif manque de cet instrument de liaison.

Si la présidence du conseil, le conseil des ministres, le gouvernement ont en principe à leur disposition tous les organismes dont chacun des ministres dispose individuellement, M. Marin constate en effet qu'ils n'ont en pratique, pour assurer l'exécution de leur commune tâche gouvernementale, aucun organe spécial, aucun organe d'enregistrement, de contrôle, de rappel et de sanction de leurs décisions.

« Il s'ensuit en fait, dit M. Marin, les plus graves inconvénients, et, en droit, une responsabilité souvent imaginaire devant la nation, alors que, dans une démocratie digne de ce nom, la responsabilité à tous les degrés, mais surtout en haut, est la garantie suprême de la bonne conduite des affaires publiques. »

Les livres de droit constitutionnel et le bon sens sont d'accord pour nous enseigner qu'il est nécessaire qu'un gouvernement « continue » quels que soient les changements de personne et de partis. Or, si chaque ministère continue, parce que chaque ministre a derrière lui une administration stable, le gouvernement, lui, ne continue pas, parce qu'aucun service administratif permanent n'est là pour enregistrer ses décisions communes, ni pour en surveiller l'exécution. Le conseil peut bien délibérer, décider ; si le ministre, au département duquel la décision se rapporte, ne prend pas l'initiative de charger ses services de l'exécution de la décision, rien ne se fait, et l'austère délibération n'a pas plus de conséquences qu'une discussion de café.

Un exemple est cité par M. Marin. En 1845, le gouvernement promettait une loi sur le recrutement indigène. Cet engagement fut rappelé en 1889, en 1905, et... en 1913. Le gouvernement alors s'était engagé à présenter une loi dans le délai de six mois : il n'a pas encore tenu ses engagements. Il est vrai que depuis 1913... le gouvernement n'a pas continué.

En déposant sa proposition de loi, M. Louis Marin n'a pas seulement en vue d'assurer la continuité de l'action gouvernementale, mais aussi d'organiser la responsabilité ministérielle. « Des sanctions ! des punitions ! » s'écrient les bons gens, qui voudraient rétablir la guillotine sur la place de la Concorde, et qui réclament périodiquement la tête de quelques généraux et de quelques ambassadeurs. Pourquoi pas de quelques ministres ? M. Louis Marin ne réclame la tête d'aucun ministre, mais il voudrait qu'on pût savoir qu'ils ont commis des fautes quand ils en ont commis ; il voudrait qu'ils ne pussent pas se repasser les responsabilités les uns aux autres, de façon qu'on ne puisse jamais s'y retrouver.

L'enregistrement des décisions gouvernementales permettrait d'ailleurs à quelques innocents que la voix publique accuse injustement de décharger leur responsabilité.

« Pour juger telle décision prise sur une question militaire, dit M. Marin, n'est-il pas nécessaire de réfléchir qu'elle a été prise contrairement à l'avis du ministre de la guerre, et sur l'avis de collègues, sans doute intelligents et compétents, mais qui n'ont ni la responsabilité, ni la disposition des services intéressés ? Pour juger telle décision di-

### NOS AVIATEURS LANCENT 1.300 kil. de projectiles dans la région de Verdun

Communiqué officiel du 23 août, 14 heures. — Au cours de la journée du 22 août, nos escadrilles ont bombardé les gares de Fribourg-en-Brigau et les terrains d'aviation de Colmar et de Schlestadt ; dans la région de Verdun, 1.300 kilos de projectiles ont été lancés sur les gares, bivouacs et champs d'aviation ennemis. Nos avions ont en outre attaqué à la mitrailleuse les convois en marche.

## LE VIN CHER

L'Œuvre annonçait récemment que l'honorable M. Girardin, président des délégués de la Seine, entreprenait des démarches pour entraver la spéculation sur les vins. Nos vœux accompagnent M. Girardin dans sa tâche, mais nous ne nous dissimulons pas qu'il aura, comme on dit, du coton.

Voici une petite histoire pour corser son dossier : Un viticulteur de Regimont (Hérault) vendait, le mois dernier, sur souches, le vin de sa future récolte à cinquante francs l'hecto. C'est un prix honnête qui le rémunère normalement de son travail, mais sans excès. Or, il vient d'apprendre que le négociant acheteur de sa récolte l'a revendu au prix de 80 francs l'hecto.

Voilà donc « un négociant » qui en quelques jours, sans la moindre fatigue, sans le moindre effort, sans le moindre risque, a réalisé un bénéfice beaucoup plus important que le viticulteur qui, durant un an, a donné toute sa peine à son raisin.

Déjà scandaleuse en temps normal, pareille pratique est intolérable en temps de guerre. Et ce n'est pas tout. Cet acheteur à 80 francs ne va pas, sans doute, prendre livraison lui-même de la récolte. Il va la rétrocéder à son tour à de gros marchands, enrichis au front de l'argent des soldats ; et, après qu'on aura artificiellement fait monter les cours, il n'y a pas de raison pour que le vin de 50 francs n'atteigne finalement 150 francs l'hecto.

A la disposition de M. Girardin et pour en faire ce qu'il voudra, nous tenons le nom du vigneron et de son acheteur. Ce n'est d'ailleurs qu'un cas entre bien d'autres.

Parce que tout de suite les mesures n'ont pas été prises pour les enrayer, la guerre est l'occasion et l'excuse des plus éhontées spéculations. Tout le monde ne peut pas gagner trois fortunes en deux ans à fabriquer des obus ou des grenades, alors on triche, on accapare, on tripote dans les vins, les céréales, les viandes, partout. C'est dans l'ordre — puisque c'est le désordre aujourd'hui qui est l'ordre. — L'ŒUVRIER.

diplomatie, n'est-il pas utile de savoir qu'elle a été apportée, délibérée, arrêtée en l'absence du ministre des affaires étrangères ? Pour juger telle opération, n'est-il pas essentiel de savoir qu'elle n'a pu être décidée qu'en départageant les avis contradictoires des chefs intéressés, de savoir quels étaient les avis de chacun d'eux et qui les a départagés ? Dans tel cas, si le gouvernement doit prendre une décision grave sur des renseignements de fait que l'événement du lendemain révèle absurdes, ne faut-il pas connaître la source de ces renseignements et la façon dont elle fut garantie ?

Et plus loin :

« D'abord il s'agit, avant tout, de fixer les raisons qui ont fait agir, dans son unité, un conseil des ministres de façon à ce que, le jour des responsabilités venu, le Parlement ou la nation puissent être à même de juger en connaissance de cause ces raisons et ces responsabilités ! Un historien du dix-septième siècle nous donne le menu détail des raisons qui, en des circonstances graves, ont décidé Richelieu ou Mazarin : l'historien de la grande guerre ne trouvera pas trace officielle certaine des raisons sur lesquelles nos conseils des ministres ont fondé les décisions gouvernementales les plus graves pour le pays. »

Fixer la responsabilité des gouvernants, assurer la continuité et la cohérence de l'autorité gouvernementale ! Eh, c'est ce que demandent tous ceux qui depuis le commencement de la guerre se lamentent sur la faiblesse de l'exécutif. On voit que, pour assurer à la France républicaine ces bienfaits des régimes autoritaires, il n'est pas indispensable de recourir à la dictature. Un « petit rouage essentiel » suffit. Mais il faut y penser. M. Louis Marin y pense. La Chambre consentira-t-elle à y penser avec lui ? Entre le dépôt d'une proposition de loi et la promulgation de la loi, beaucoup d'eau passe souvent sous les ponts de la Seine.

L. Dumont-Wilden

### LA BATAILLE CONTINUE de Tolmino à la mer

16.000 soldats et 350 officiers ont été capturés jusqu'ici

Front Italien, 23 août.

Hier, quatrième journée de la bataille. Sur le front des ALPES JULIENNES, nous avons encore réalisé des progrès sensibles à l'aile nord de la ligne, et nous avons remporté de nouveaux succès à l'aile sud.

L'ennemi réagit fortement à notre pression et multiplie ses retours offensifs. Nos troupes repoussent des positions conquises, ses contre-attaques, et continuent à marcher avec hardiesse vers leurs objectifs.

Sur le CARSO, la brigade Palenza (240<sup>e</sup> et 250<sup>e</sup> régiments) s'est couverte de gloire. Après avoir enlevé à l'ennemi une position fortifiée au sud-est du DOSSO-FATTO, elle a su la maintenir avec une ténacité héroïque pendant trois journées de dures luttes.

L'armée aérienne a coopéré hier aussi au succès. Nos avions et nos dirigeables ont foudroyé l'ennemi, le bombardant avec plus de 12 tonnes de projectiles.

Le total des prisonniers capturés jusqu'à hier soir est de 350 officiers et 16.000 hommes de troupe.

Les petites actions locales, d'une importance limitée, se sont répétées sur le front du TRENTIN et de la CARNIE.

### LA BATAILLE DEVANT VERDUN

Depuis le début de l'offensive, nos troupes ont capturé 7.640 prisonniers, 24 canons et 200 mitrailleuses

Front Français, 14 heures.

Grande activité de l'artillerie allemande au nord de l'AINNE, notamment dans le secteur BRAYE-HURTEBISE.

Plusieurs tentatives de coups de main ennemis dans les régions du moulin de LAFFAUX, d'AILLES et de CERNY ont échoué.

Sur la rive gauche de la MEUSE, notre artillerie, dominant celle de l'adversaire, est restée très active au cours de la nuit.

Sur la rive droite, une opération de détail nous a permis de réduire un flot de résistance ennemi au nord-est de la ferme de MORMONT ; 17 prisonniers sont tombés entre nos mains.

Le chiffre des prisonniers faits depuis le 20 août se monte actuellement à 7.640 hommes, dont 186 officiers et 600 blessés.

Le matériel capturé et actuellement recensé comprend 24 canons de tous calibres et plus de 200 mitrailleuses ; en outre, 9 canons ont été détruits.

Rien à signaler sur le reste du front.

23 heures.

Journée calme sur l'ensemble du front. Activité réciproque de l'artillerie sur les deux rives de la MEUSE.

Dans la région est d'ALTIRKIRCH, notre artillerie a pris sous son feu un drachen allemand qui est descendu en flammes.

### Violentes luttes locales autour de Lens

Front Britannique, 14 heures.

Nous avons légèrement avancé notre ligne, cette nuit, au sud-est de LENS.

Sur le front de bataille d'YPRES, une attaque allemande contre l'un de nos points d'appui à l'est de LANGEMARCK a été repoussée par nos feux de mitrailleuses.

Un détachement ennemi a exécuté, la nuit dernière, un coup de main sur un de nos postes avancés vers LOMBAERTZYDE. Deux de nos hommes ont disparu.

21 heures 30.

De violentes actions locales se sont déroulées tout le jour autour d'une importante position connue sous le nom de CRASSIER-VERT, situé immédiatement au sud de LENS. Nos troupes prirent pied sur le crassier au début de la matinée et repoussèrent plusieurs contre-attaques au cours desquelles l'ennemi a subi de lourdes pertes, à la fois dans les corps-à-corps et sous le feu de l'artillerie. Le combat se poursuit avec acharnement pour la possession de cette position.

Une attaque sur une des fermes organisées, enlevées par nous dans la journée d'hier, au sud de la voie ferrée YPRES-ROULERS, a dû reculer sous nos feux de mitrailleuses.

Notre ligne a été légèrement avancée au nord-ouest de LANGEMARCK.

### HUIT PIRATES ONT ÉTÉ ABATTUS au retour de leur raid sur l'Angleterre

Ainsi que nous l'annoncions hier, une flottille d'avions et de zeppelins a accompli, mercredi matin, un nouveau raid sur l'Angleterre. Sans doute, Londres était cette fois encore l'objectif des pirates, mais il n'a pu être atteint.

De hardis combats furent livrés, en effet, aux aventuriers par les appareils du Royal Flying Corps et par ceux du service naval. Ils empêchèrent l'ennemi de forcer les défenses.

Dans leur retraite, les aviateurs boches — au nombre de douze — trouvèrent leur route barrée, à cinquante kilomètres environ de Newport, par trois pilotes britanniques qui les attaquèrent audacieusement et les chassèrent dans la direction de Zeebrugge, tandis qu'une autre patrouille de six aéroplanes, en surveillance dans les parages de Dunkerque, rencontrait vingt-cinq éclaireurs ennemis qui protégeaient la sinistre expédition, leur livrait bataille. Les pirates durent fuir devant leurs courageux adversaires en abandonnant des morts et des blessés sur leur passage.

Huit avions ennemis ont été abattus au cours de ces diverses rencontres.

Les dégâts ne paraissent pas graves, quant à présent du moins. Malheureusement, le nombre des victimes, quoique moins élevé que dans la plupart des raids précédents, est encore important. Onze personnes auraient été tuées.

### Pendant qu'ils se battent...

Notre gouvernement a-t-il connaissance du décret du 21 avril dernier, par lequel le gouvernement argentin se prépare à déposer ceux de nos nationaux qui sont rentrés en France pour remplir leur devoir militaire ?

Ils étaient tout un lot de francs garçons qui partirent là-bas, jadis, pour mener la libre et grande vie des prairies. Le goût du travail leur était venu. Ils avaient obtenu des concessions, ils avaient mis des terres en culture, constitué des troupeaux, et ces hommes courageux et actifs représentaient dignement la France en ces pays lointains. Puis, dans leurs ranchs, l'annonce de la guerre les avait surpris comme un coup de tonnerre, vers la fin d'août 1914.

Et tous les hommes valides, ou presque tous, même ceux qui n'avaient plus d'obligations militaires à remplir, avaient planté là leurs troupeaux, leur fortune, tout ce qui constituait le fruit de leurs efforts et de leurs années de jeunesse, pour venir au secours de la patrie en danger. Depuis lors, ils se battent ici. Quelques-uns sont encore vivants. D'autres sont morts. Et voici que ceux-là, voici que les familles de ceux-ci apprennent aujourd'hui qu'en raison de leur longue absence la République Argentine va les déchoir, au profit des concurrents restés là-bas, des concessions qui leur avaient été accordées. Les preuves existent que cette mesure fut prise à l'instigation de germanophiles noirs. Le décret du 21 avril en marque le premier acte.

Nous signalons au ministre des affaires étrangères cette déposition inique. Nul doute qu'une simple observation de sa part suffirait pour en provoquer l'annulation.

M.-M.

### C'est la faute au Samaritain !

Je ne doute pas que vous soyez entré déjà dans une pharmacie, mais je doute que vous y soyez entré comme moi, en automobile, à travers la devanture. Le chauffeur qui avait sans doute l'habitude de ces arrivées spontanées, ne perdit pas autrement son sang-froid ; il prononça une brève invocation à je ne sais quel dieu d'en bas, puis laissa faire sa voiture qui s'ébranla et se fraya un passage ; puis enfin, lassé d'un tel assaut, la mécanique s'arrêta et l'on entendit les cris d'effolement d'un public qui espérait vraiment assister à une catastrophe digne de ce nom. Heureusement il fut déçu, le chauffeur prit langue avec le pharmacien, et c'est tout juste si l'énerverment de cette attaque n'amença pas ce manieur du volant à reprocher au commerçant d'habiter un carrefour aussi dangereux. Pour moi, j'étais plongé dans la lecture du communiqué et ne me rendis compte du danger qu'au moment même où il était conjuré. Tout se serait passé comme dans le monde, avec la plus grande correction si un bon Samaritain ne s'en était mêlé, qui, après nous avoir extraits avec le concours de secouristes volontaires de la voiture équilibrée sur des tas de bi-borax, prétendit nous remettre les nerfs en nous faisant boire quelque alcool. Or il était seize heures... L'accident est-il une excuse suffisante pour l'honnête marchand de vins qui nous versa du cognac à pleins verres ? Je l'ignore, mais un agent survint enfin, qui ne pouvait constater que le délit que nous commettions et non ses causes, si bien que j'ai parcouru Paris à pied, toute la journée d'hier, pour tâcher de faire lever la contravention infligée au bistron complaisant. — D.

### Les cinq batailles

## Celle d'Ypres

Sur les cinq champs de bataille où, de la mer du Nord à l'Adriatique, les Alliés se heurtent actuellement contre les armées des Empires centraux, l'activité ne peut évidemment être chaque jour la même.

Le 20 et le 21 août, la lutte battait son plein devant Verdun ; ces jours-là, elle fut moins vive dans les Flandres.

Le 22, au contraire, nos troupes, consolidant leurs conquêtes sur les deux rives de la Meuse, se contentaient de repousser les contre-attaques boches, tandis que l'action se ranima aux environs d'Ypres.

Aucun théâtre d'opérations n'est aussi compartimenté que celui qui s'étend autour de cette place. Les voies de communication qui y convergent en délimitent nettement les divers secteurs.

Celui du sud est compris entre la route d'Ypres à Armentières et le canal de l'Yser à la Lys. Dans cette région, les Britanniques occupent la ligne Basseville (faubourg occidental de Warneton) Hollebeke. Ils s'y tiennent, pour le moment, sur la défensive.

Le secteur du sud-est s'étend du canal précité à la route d'Ypres à Menin qui passe par Verdroek (aux Anglais) et Ghetuvelt (aux Allemands), et le chemin de fer de Roulers qui dessert Westhoek (aux Anglais) et Zonnebeke (aux Allemands).



Dans ce quadrilatère Verdroek-Ghetuvelt-Westhoek-Zonnebeke s'étend un terrain montueux et boisé, semé de fermes isolées par l'ennemi de manière à constituer des centres de résistance formidables qu'il défend avec acharnement.

Pendant la journée du 22, les troupes britanniques ont réussi à s'emparer de quelques-uns de ces foyers, ce qui leur a permis d'avancer leur front sur une profondeur de cinq à huit cents mètres.

Les Boches font semblant de ne pas s'en être aperçus.

Le secteur nord-est se situe entre la voie ferrée de Roulers et celle de Thourout ; les Anglais y occupent Saint-Julien et Langemarck. On s'y est battu aussi, mais sans résultats décisifs, parail.

Enfin, dans le secteur nord, qui va jusqu'à l'Yser, les troupes françaises se fortifient sur la rive droite du Steenbeek.

En résumé, dans ce pays difficile, la progression des troupes franco-britanniques est lente et circonspéctive. Il ne peut en être autrement.

Il serait donc prématuré d'en prévoir l'issue. Je me bornerai à faire remarquer qu'une avance des Alliés dans la direction générale Thourout-Roulers aurait pour effet de déborder graduellement la région inondée qui s'étend au nord de Dixmude presque jusqu'à la mer.

L'inondation qui a protégé l'armée belge en 1914 sert maintenant de rempart à l'armée allemande.

Général Verraux

### ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant la période des vacances, l'Œuvre accepte les abonnements pour des périodes commençant et finissant au gré des abonnés.

Leur prix est de 0 fr. 50 par semaine pour la France et de 1 franc pour l'étranger, et l'on peut les souscrire soit à nos bureaux, soit par un mandat-poste adressé à l'administrateur de l'Œuvre.



## Les journaux à deux sous

Sans songer à ouvrir une discussion sur les détails, la commission interministérielle croit devoir ajouter quelques précisions à ses notes précédentes relatives à l'élévation du prix de vente des journaux.

La commission interministérielle a été constituée par arrêté du ministre du commerce, avec mandat spécial de surveiller la crise du papier, d'en atténuer les effets, d'en conjurer le péril.

Outre les représentants des ministères compétents, elle comprend des délégués du Syndicat de la presse parisienne, du Syndicat de la presse républicaine départementale, du Groupement des intérêts économiques de la presse, du Syndicat des grands journaux, du Syndicat des journaux d'opinion et du Syndicat de la presse périodique.

Depuis quinze mois, elle a travaillé sans relâche. Elle s'est attachée à intensifier la production des papeteries françaises en leur procurant du personnel, du charbon, des pâtes à papier et autres matières premières ; elle a facilité dans la mesure du possible le transport du papier d'importation ; elle a provoqué et réglementé la réduction du nombre de pages des journaux. Elle a pu ainsi pallier le mal. Elle ne l'a pas guéri. La crise persiste, le danger s'aggrave. Nombre de journaux sont menacés dans leur existence.

Après avoir étudié la question sous toutes ses faces, envisagé toutes les solutions possibles, la commission interministérielle a reconnu que le seul moyen de préserver les journaux de la ruine est d'élever leur prix de vente à 10 centimes le numéro et d'augmenter le tarif des abonnements dans une proportion équivalente, et elle a décidé de provoquer cette mesure.

Pour donner au public une compensation, pour faciliter à la presse la mission qui fait d'elle l'auxiliaire de la défense nationale, la commission, sur la proposition des grands organes parisiens, a décidé que les journaux vendus dix centimes auraient la faculté de paraître sur quatre pages cinq fois par semaine, sous réserve qu'il n'en résulterait pas une augmentation dans la consommation du papier. On peut en effet escompter que le prix augmenté amènera une baisse générale des tirages.

Ces décisions ont été également discutées par le Syndicat de la presse républicaine départementale et soumises à l'assemblée générale de cette association, qui les a ratifiées à la presque unanimité.

La commission interministérielle a demandé au gouvernement de les homologuer, non en vue d'obtenir des sanctions pénales, mais avec la pensée d'uniformiser la mise en application de ces mesures, de façon à grouper l'ensemble de la presse française en une patriotique affirmation de solidarité professionnelle.

## LA MORT D'ALMEREYDA

M. Coularon, doyen des juges d'instruction, a transmis, hier, au parquet le dossier constitué par les éléments de la plainte de MM. Georges Claret, Dié et Fournié, du Bonnet Rouge.

M. Lescouvé, procureur de la République, a pris des réquisitions déclarant cette plainte non recevable.

En ce qui concerne la plainte en assassinat déposée par Mme Clairo-Almeryda, le juge Coularon n'a pas encore fait connaître sa décision en raison de ce que l'acte de reconnaissance du jeune Jean Vigo ne lui a pas encore été remis.

Il reste à statuer sur la demande de contre-expertise médicale formulée par les amis de Miguel Almeryda.

Ajoutons qu'hier après-midi une conférence, de laquelle rien n'a transpiré, a été tenue dans le cabinet de M. Lescouvé. Y assistaient : MM. Philippon, substitut ; les juges Coularon et Drioux, Martin, directeur de la police judiciaire, et les commissaires Daru et Farallic.

## Pour promener des braves

Il y a en ce moment, à l'hôpital ophtalmologique 521, situé 28, rue Debelleyne, à Paris, de nombreux blessés de guerre en traitement. Tous ont été atteints aux yeux et sont privés de la vue, sinon définitivement, du moins temporairement. Quand ils sortent, il faut donc les accompagner, et cette mission est remplie d'ordinaire par quelque membre de leur famille. Mais il en est, dans le nombre, qui sont originaires des régions envahies et ne connaissent personne à Paris. Le soin de les promener revient alors aux infirmières qui, malheureusement, ne sont pas toujours libres ou ne le sont pas assez longtemps.

Ne se trouverait-il pas quelques dames de bonne volonté qui, une fois par semaine, voudraient consacrer une partie de l'après-midi à guider ces braves à travers les rues parisiennes ? Oui, n'est-ce pas ? Celles qui s'offriraient pour cette pieuse mission n'auraient qu'à s'adresser directement à l'hôpital, où on les inscrirait avec grand plaisir.

## LES PERMISSIONS DES COLONIAUX

Les départs en permission des militaires originaires des colonies, suspendus depuis le 10 mars dernier, seront repris à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain.

Bénéficieront de ces permissions les militaires soumis à la loi de recrutement, originaires des colonies autres que l'Algérie, la Tunisie ou le Maroc, ou qui y avaient leur domicile légal au moment de leur incorporation.

Les bénéficiaires de ces permissions devront avoir au moins dix-huit mois de présence ininterrompue sous les drapeaux, tant en Europe qu'en Algérie, Tunisie et Maroc, et n'avoir pas bénéficié antérieurement d'une permission ou d'un congé de convalescence à destination de leur pays d'origine.

## Le pourvoi de l'espion Sevano rejeté

Le pourvoi formé par l'espion Julio-Romano Sevano, sujet mexicain, a été rejeté, hier, par la chambre criminelle de la cour de cassation.

Sevano avait été condamné à mort pour intelligences avec l'ennemi, le 29 juin dernier, par le 3<sup>e</sup> conseil de guerre.



## Un bienfait de la guerre

Les carrières de Carrare ne produisent plus de marbre à cause de la crise du charbon (voyez les journaux). Nous pouvons donc enfin entrevoir une crise des statues.

Car il faut bien espérer qu'on ne coulera pas davantage en bronze nos grands hommes, à l'heure où nous n'avons pas assez de bronze pour fabriquer des sous.

Mais nous avons déjà trop de statues trop de corps sans têtes au musée du Louvre, trop de têtes sans corps sur les places publiques ; sans compter les statues intégrales, par quoi il est démontré que les sculpteurs contemporains ne sont pas d'accord sur le nombre de doigts qu'un homme célèbre doit porter à ses pieds ou à ses mains.

Assez de bonshommes en redingote (cf. Gambetta, Jules Ferry, Jules Simon, M. Thiers) ; assez de bonshommes en robe de chambre (cf. Balzac, les deux Dumas et les deux poitards du boulevard Saint-Michel) ; assez de bonshommes sans pantalon (cf. le maréchal Moncey sur la place Clichy et Shakespeare sur le boulevard Haussmann).

Assez d'illustres inconnus dans des postures héroïques ! Assez de grands hommes dans des postures ridicules ! Assez d'Hégésippe Simon découvrant le lever du soleil ! Assez d'Alfred de Musset écorchant le renard au clair de la lune...

Sans la crise du marbre et la crise du bronze, nous devions redouter, au lendemain de la paix, une formidable invasion de statues. Passe encore pour les glorieux guerriers et les gloires allégoriques ; mais chacun eût voulu son buste, depuis la marraine de guerre jusqu'au chansonnier aux armées, depuis l'inventeur du système « Simplex » jusqu'au ministre du ravitaillement.

Je propose que l'art de la statuaire revienne à la formule d'autrefois, aux temps bibliques, où les statues se faisaient, non pas en marbre ou en bronze, mais simplement en sel... C'est ainsi que fut statufiée l'épouse du patriarche Loth.

De cette façon, la première pluie débarrasserait les vivants des morts trop indiscrets ; et la gloire serait ce qu'elle doit être : une chose humaine, éphémère, provisoire...

Car enfin, réfléchissez : il s'en est fallu de peu que nous ayons à Paris la statue de Nicolas II et le buste du général Rennenkampf.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

## Ces veinards de propriétaires !

Une de nos lectrices, qui est propriétaire d'une maison dite de rapport (par antinomie, sans doute), s'était adressée à un charbonnier en vue d'alimenter pendant l'hiver son appareil de chauffage central.

Elle eût mieux fait de s'adresser à sa modiste ; les modistes vendent parfois du charbon ; les charbonniers n'en livrent jamais.

De sorte que la propriétaire se voit aujourd'hui obligée de remplir les ques-

tionnaire que la mairie met à la disposition des propriétaires sans charbon.

Une des questions l'étonne. Elle est ainsi libellée : « Quel est le nombre total d'habitants de l'immeuble ? »

Notre lectrice pense que le cubage des appartements eût été beaucoup plus intéressant à connaître en l'occurrence.

Mais elle ne songe pas que cette question de cubage eût sans doute dépassé la compétence mathématique des concierges intéressés, alors que le compte des locataires est toujours facile à établir.

Or, il y a encore une question qui inquiète cette bonne propriétaire, et sur laquelle elle veut bien nous consulter :

« Maintenant que j'ai rempli la feuille, pensez-vous que mes locataires seront chauffés ? »

Ça, c'est une question qui dépasse même la compétence mathématique de notre ministre du ravitaillement.

## Au « Bulletin des Armées »

Le dernier « Bulletin des Armées de la République » contient un remarquable article de vulgarisation scientifique.

Il nous apprend que le nez que nous avons tous au milieu du visage peut être rangé dans une des treize catégories suivantes :

1. forme rectiligne, 2. très cave, 3. franchement cave, 4. légèrement cave, 5. légèrement vexe, 6. franchement vexe, 7. très vexe, 8. légèrement busqué, 9. busqué, 10. très busqué, 11. légèrement cave et très sinueux, 12. rectiligne sinueux, 13. vexe sinueux.

Des illustrations très artistiques donnent au lecteur un aperçu de tous les modèles de nez en usage dans les armées de la République.

Les poilus vont pouvoir, en se regardant dans leur petite glace à main, constater qu'ils ont un nez du modèle 10 ou 12, et se dire avec fierté que le capitaine a seulement un nez du modèle n° 3.

Et il y a des gens pour dire que le « Bulletin des Armées » ne sert à rien.

## Le plus petit État du monde

Un de nos confrères révèle aux Français qui ne sont pas d'une force extraordinaire en géographie l'existence de la République de Saint-Goust, État liliputien perché sur un roc à pic des Basses-Pyrénées, occupant une superficie d'environ 1.500 mètres carrés et comptant 130 habitants.

Ces 130 habitants, qui, paraît-il, s'entendent fort bien, n'ont pas négligé de se donner une Constitution ; le président, qui fait en même temps fonction de percepteur et de juge de paix, est nommé par un conseil de douze Saint-Goustiens, élus eux-mêmes pour cinq ans au suffrage universel.

Un pays dont les habitants s'entendent entre eux bien qu'ils aient une Constitution et le suffrage universel, c'est déjà assez remarquable, et cette République idéale vaut d'être révélée à l'Europe, bien qu'elle ne figure sur aucune carte géographique.

Il faudrait maintenant savoir si la République de Saint-Goust observe une neutralité absolue, ou si les Alliés peuvent espérer gagner ce pays à leur cause.

## Sauf agrément de la censure...

La Première Ligne, journal du front, pose à ses lecteurs une petite devinette :

Quelle différence y a-t-il entre une tasse de porcelaine et un stratège malheureux ?

C'est que la tasse de porcelaine part généralement de Limoges sans avoir été cassée. Tandis que le stratège malheureux n'arrive guère à Limoges dans les mêmes conditions.

## LA VICTOIRE DES ALLIÉS

Le président de la République félicite le roi d'Italie

Le président de la République a envoyé au roi d'Italie le télégramme suivant :

Je suis heureux d'apprendre le beau succès des opérations dont j'ai pu voir, ces jours-ci, avec Votre Majesté, le terrain difficile et dont le magnifique entrain des troupes italiennes m'avait fait pressager l'heureux résultat.

J'adresse à Votre Majesté mes vives félicitations pour sa vaillante armée et je la prie de recevoir Elle-même mes fidèles souvenirs. — RAYMOND POINCARÉ.

Le roi Victor-Emmanuel III a répondu en ces termes au président :

Je vous remercie vivement des félicitations que vous avez bien voulu m'adresser à l'occasion des succès remportés par l'armée italienne. La bataille sur l'Isonzo se poursuit contre un ennemi dont la résistance est rendue plus âpre par la nature du terrain. De notre côté, nous suivons avec admiration la lutte qui se déroule actuellement sur le front héroïque de Verdun et qui démontre une fois de plus la glorieuse bravoure des armées de la République. Il m'est agréable, Monsieur le président, de vous renouveler à cette occasion l'assurance de ma cordiale amitié. — VICTOR-EMMANUEL.

## Les aviateurs anglais ont descendu dix-huit appareils

L'activité aérienne s'est continuée sans répit toute la journée, plus violente qu'elle ne l'a jamais été dans le même espace de temps depuis le début de la guerre.

Hier, l'aviation allemande s'est montrée moins active, les aviateurs ennemis semblant peu désireux d'engager le combat à proximité des lignes. Le nombre des rencontres n'en a pas moins été encore fort élevé, le changement de direction du vent favorisait nos pilotes.

Douze appareils allemands ont été abattus en combats aériens ; six autres ont été contraints d'atterrir désarmés. Deux de nos avions ne sont pas rentrés ; l'un d'eux semble avoir pu atterrir sur la plage d'Ostende.

Au cours des attaques d'hier, nos aviateurs ont travaillé avec succès, en liaison avec l'artillerie et l'infanterie. Les opérations de bombardement et de reconnaissance se sont poursuivies comme d'ordinaire. Cinq tonnes d'explosifs ont été jetées au cours de la journée et de la nuit sur divers objectifs, à l'intérieur des lignes ennemies.

## Les attentats allemands contre les hôpitaux

Londres, 23 août. — Commentant les attentats commis par les Allemands contre les hôpitaux, le Daily Mail écrit :

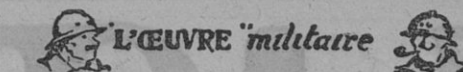
Les bombardements d'hôpitaux français et britanniques, effectués par des aviateurs allemands près de la ligne de feu et derrière le front, constituent une atrocité comparable au meurtre de l'équipage du *Belgian Prince*. De tels actes expliquent pourquoi le monde entier, aujourd'hui, s'est dressé en armes contre l'Allemagne. Le fameux assassin, le docteur Crippen, était un homme doux et débonnaire à côté des amis allemands de M. Ramsay MacDonald.

D'autre part, le correspondant du Times au front britannique donne de nouveaux détails sur ces bombardements d'hôpitaux :

Les Allemands attaquent délibérément les hôpitaux divisionnaires placés à proximité du front. Je formule cette accusation sans passion et en me rendant compte de sa gravité. Les Allemands n'ont pas jeté accidentellement des bombes sur nos hôpitaux. Il est évident que nos ambulances sont devenues depuis un certain temps leurs objectifs particuliers, leurs avions les bombardent et ne jettent sur aucun autre point du front leurs projectiles. Il y a trois jours, ils bombardèrent ainsi trois hôpitaux divisionnaires établis depuis deux ans à l'arrière de nos positions ; ces bâtiments sont trop anciens pour que les Allemands ne connaissent pas leur attribution. D'autre part, rien dans le voisinage de ces ambulances ne légitime une attaque militaire. Dans un de ces hôpitaux, les Allemands blessèrent trois infirmières ; dans un autre, ils tuèrent un médecin et en blessèrent trois autres ; dans un troisième hôpital, les projectiles allemands ont tué neuf blessés allemands.



— Vous changez de secteur ?  
— Oui. Paraît qu'on va à la conférence de Verdun.



## L'application de la loi Mourier

L'Œuvre a publié, voici quelques jours, le texte du décret du 19 août, paru à l'Officiel du 20, et fixant la liste des unités dites combattantes dans lesquelles devront être versés les militaires saisis par la loi Mourier. Le décret est accompagné d'une instruction relative à l'application de la loi. La longueur de ce document, qui occupe seize colonnes de l'Officiel, nous empêche de le reproduire intégralement. Mais nous allons nous efforcer d'en extraire une analyse. Car il est utile qu'il soit connu, non seulement de l'armée, pour laquelle il constitue une véritable charte, mais encore du pays, auquel il montrera la volonté qu'a le ministre d'appliquer complètement et rapidement la loi.

Tout d'abord, à la première lecture de cette instruction, une impression se précise : son ton n'est plus celui auquel les militaires que nous connaissons jadis nous avaient accoutumés. Les instructions et circulaires avaient pour habitude de donner des conseils. Celle-ci ordonne. Elle appelle l'attention des chefs militaires, à tous les degrés de la hiérarchie, sur la nécessité d'en observer strictement les prescriptions dans leur lettre et dans leur esprit, et d'en poursuivre l'application d'une manière prompte et rigoureuse. Et la prose ministérielle ajoute : « Leur responsabilité est formellement engagée à ce sujet. Le sentiment du devoir militaire et du respect des lois, qui les anime tous, donne au ministre l'assurance qu'il n'aura à redresser aucune défaillance. »

La sanction qui sera appliquée aux défaillances est d'ailleurs prévue par la loi elle-même. Elle est lourde ; ce sont les peines édictées par l'article 7 de la loi du 17 août 1915 : un emprisonnement de deux à cinq ans et une amende de cinq cents à cinq mille francs. Gageons qu'elle n'aura pas à être exercée. Ceci posé, passons maintenant à l'analyse de l'instruction.

L'article 1, qui traite des unités combattantes énumérées au décret du 14 août, stipule que « si la loi oblige à affecter les mobilisés des jeunes classes aux unités combattantes, elle ne crée en aucune manière, pour les militaires laissés en dehors de ses prévisions, un droit à ne pas servir dans ces formations ». C'est en un mot la consécration du décret-loi du 5 août 1914, en vertu duquel le ministre, et par délégation le général en chef et les commandants des grandes unités, ont la faculté d'employer dans une formation combattante, quelconque les militaires du service armé, à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

Le dernier paragraphe de l'article 1 établit que la nomenclature des unités combattantes fournie par le décret du 19 août ne s'applique qu'aux seules armées du Nord et du Nord-Est. Le général commandant en chef les armées en Orient et le commissaire résident général au Maroc devront communiquer dans le plus bref délai au ministre « la liste des unités qu'ils auront classées comme combattantes au regard de la loi, et par application du dit décret du 19 août. »

Demain, nous examinerons quels sont les mobilisés saisis par la loi. Et nous analyserons l'article 2 de l'instruction, qui expose diverses catégories de militaires, et qui nous semble constituer une fissure à la faveur de laquelle certains réussiront à passer au travers de la loi.

Mortimer-Mégret

## RÉPONSES

G. B. allocations. — La loi sur les allocations est très simple : elle alloue une somme journalière à la famille du mobilisé si elle est nécessaire.

Elle ne dit rien de plus. Ce n'est pas un droit, mais un secours. Le mobilisé n'a donc aucune créance pour l'arrière.

L. C. 1881. — Le taux de 4 % subsiste.

R. 438. — Pas de rappel.

G. M. 23. — Le lendemain du jour où ce divorce aura été transcrit sur les registres de l'état-civil. Vous saurez la date par l'avoué.

A. D. — Vous saurez à payer ce que fixera la commission arbitrale.

C. J. 712. — 1<sup>o</sup> Oui ; 2<sup>o</sup> à l'intérieur et aux armées.

P. L. — Non, s'il gagne plus de 5 francs par jour.

Abonné 554. — Citez ce locataire devant le juge de paix.

D. C. 42. — 1<sup>o</sup> L'allocation est supprimée. Mieux vaut prévenir ; 2<sup>o</sup> vous avez le moratorium, mais cela ne vaut pas dire exonération.

F. H. 14. — Ce M. Ecklé n'est sans doute pas le même.

E. J. 1911. — 1<sup>o</sup> Non ; 2<sup>o</sup> pas d'allocation, mais un secours unique de 150 francs à demander au gouvernement militaire.

E. L. T. 12. — Pour obtenir son renvoi, votre mari doit demander à son capitaine.

## Un hydravion dans la Seine

Un hydravion triplace, appartenant à l'usine de constructions de la pointe de l'île de la Jatte, qui était sorti hier matin et qui avait déjà fait trois voyages, a capoté au retour dans le voisinage du pont d'Asnières et est tombé dans la Seine. Le pilote Divedain, engagé sous son appareil, a été repêché. Les deux autres passagers, MM. Jolivet et de Hochepied, se sont sauvés à la nage. Tous trois, légèrement blessés, ont été transportés à Beaulieu.

## « De l'huile sur la mer politique »

Zurich, 23 août. — La Vossische Zeitung a interviewé l'ambassadeur d'Espagne à Berlin, qui a déclaré que la note pontificale aurait en Espagne un énorme retentissement, et que c'était de « l'huile jetée sur la mer politique ».

La Deutsche Tageszeitung se demande quel sera le chancelier qui assistera à la conférence de la paix. « Ce ne peut pas être Michaelis », dit-il. Et il exprime ses craintes au sujet d'un retour de Bethmann-Hollweg, qui reviendrait pour préparer les accords préliminaires.

Enfin, on annonce en Bavière que la réponse à la note du pape sera rédigée dans très peu de jours. Les discussions sur son texte entre l'Allemagne et l'Autriche sont presque terminées.







# Dernière heure

## La situation extérieure

### L'Amérique latine et l'Allemagne Ce que désirent les Allemands

Le gouvernement allemand essaie de ruser avec la République Argentine ; il répond aux demandes très nettes de Buenos-Ayres par des concessions partielles, c'est-à-dire qu'il ergote au lieu de s'exprimer franchement. Il n'est pas mauvais que beaucoup d'Etats acquièrent une expérience personnelle de ces procédés germaniques ; c'est une « éducation du peuple » qui ne sera pas perdue pour demain.

L'Argentine déclare que la note allemande ne la satisfait point. Nous avons quelques raisons de penser qu'elle ne se prêtera pas à des discussions dilatoires ; il se pourrait même que, instruite par de récents exemples de l'inutilité d'une trop longue patience, elle passe résolument par-dessus toutes les étapes intermédiaires et se place d'un coup dans le camp des Alliés.

Au Brésil, on est maintenant fixé sur les causes de l'incendie qui a détruit l'immeuble du journal O País, sympathique aux Alliés. L'enquête a établi la responsabilité d'un Allemand nommé Hubner, qui avait pris des photographies de l'édifice et rassemblé de grandes quantités de pétrole... Voilà des gens qu'il est bien imprudent de recevoir chez soi !

La pensée vraie de l'Allemagne est présente celle que vient de formuler, au cours d'une interview, le Dr Albert Sudekum, président intérimaire du Reichstag : « Il ne serait pas judicieux que le gouvernement allemand fit connaître ses buts de guerre avant que des négociations officielles de paix soient engagées. » Ne rien annoncer à l'avance, afin de n'être lié par aucun scrupule de parole à tenir, c'est une illustration complémentaire de la théorie du chiffon de papier.

Causer de n'importe quoi, mais causer le plus tôt possible, avant que se réalisent plus complètement les dangers imminents américains, japonais, chinois peut-être. La conversation est la méthode favorite de l'Allemand pour enlever ses partenaires. Écoutons l'invité doucereux de M. de Kühlmann, en son discours de début, au Reichstag, mercredi dernier :

L'étude de la psychologie de nos ennemis, l'étude des courants changeants de l'opinion publique sont également un devoir important, afin qu'on ne tende pas la main, qu'on ne prononce pas une parole plus douce dans un moment où tout est dur, fort, inflexible, afin qu'on ne laisse pas échapper un mot trop dur lorsque, de l'autre côté, la glace se rompt et lorsqu'il se manifeste une attitude conciliante.

J'avoue me méfier beaucoup de ces façons d'Allemand courtois. L'opinion publique est d'ailleurs en garde, dans tous les pays de l'Entente. Le Corriere della Sera insistait justement, hier, sur la valeur morale de l'offensive italienne et la concordance des efforts alliés en Flandre, sur la Meuse et sur le Carso ; ce sont là, pour le moment, les seuls entretiens utiles avec nos ennemis. — H. L.

### L'élection de la Constituante russe est remise au 25 novembre

Petrograd, 23 août. — Désireux de convoquer l'Assemblée Constituante le plus tôt possible, le gouvernement provisoire en avait fixé les élections au 30 septembre, mais comme la plus grande partie des travaux de la confection des listes des électeurs incombait aux municipalités et aux zemstvos, qui, eux-mêmes, doivent être élus au suffrage universel, le gouvernement a été dans l'obligation, pour permettre l'installation de ces institutions, d'ajourner les élections à la Constituante au 25 novembre et sa convocation au 11 décembre.

#### L'expulsion des indésirables

Petrograd, 22 août. — Les journaux croient qu'on appliquera les mesures récemment arrêtées prévoyant l'expulsion de la Russie des personnes indésirables au point de vue politique, et probablement que cette mesure sera prise à l'égard du général Gourko qui est toujours détenu préventivement à la forteresse de Petrograd.

### La conférence de Stockholm

#### Une opinion de M. Branting

Londres, 23 août. — D'après une dépêche de Stockholm, M. Branting estimerait qu'il serait préférable que la conférence socialiste projetée n'eût pas lieu ; toutefois il considère que les Russes doivent trancher cette question. La conférence se réunira donc le 9 septembre si les Russes persistent dans leur attitude. Les Allemands et les neutres y assisteront. Le comité hollandais-scandinave acceptera la responsabilité de diriger les débats.

### LA SITUATION POLITIQUE ESPAGNOLE

#### Le voyage de M. Dato à Santander

Madrid, 23 août. — Le président du conseil est arrivé hier à Santander où il a été reçu par les autorités.

M. Dato, dans ses déclarations aux journalistes, a confirmé que son voyage n'avait d'autre objet que d'informer personnellement le roi de certains détails relatifs aux derniers événements.

Le président du conseil quittera Santander aujourd'hui et arrivera demain à Madrid.

#### M. Villanueva s'entretient avec M. Maura

Madrid, 23 août. — Selon des nouvelles reçues de Santander, le président de la Chambre des députés, M. Villanueva, aurait rendu visite à M. Maura dans sa villégiature de Solarzano et aurait eu avec lui une longue conférence au sujet des récents événements. On affirme également que l'ancien ministre des finances, M. Alba, assistait à cette entrevue.

### UNE CRISE EN ALLEMAGNE

## LE CHANCELIER RÉPUDIE les résolutions du Reichstag

Ainsi qu'on a pu le lire, hier, dans notre deuxième édition, la déclaration du nouveau chancelier par laquelle il repudie la fameuse résolution de paix du 19 juillet a soulevé une émotion intense au Reichstag.

Le député socialiste Ebert a déclaré, au nom des partis de la majorité, qu'après les pourparlers entre le chancelier et les chefs des partis au sujet de la motion de paix préparée par les partis de la majorité, il était impossible de supposer que M. Michaelis ne voulait pas accepter la motion de paix de la majorité et que son affirmation — qu'il y avait des divergences de vues essentielles entre les partis de la majorité sur le sens même de la résolution — était inexacte, tous les partis étant pleinement d'accord sur le sens très clair et contenu de leur motion.

#### Nouvelles déclarations

Le chancelier a fait alors dans la séance de l'après-midi de nouvelles déclarations dans lesquelles il a dit n'avoir pas voulu dans ses déclarations du matin revenir sur son discours du 19 juillet ; la preuve, c'est qu'il venait précisément inviter les chefs des partis à conférer avec lui afin de préparer la réponse à faire à la Curie. Cela prouve combien il souhaite un contact étroit entre le Parlement et le gouvernement. La réponse au pape ne peut pas exprimer autre chose que le désir d'une paix de compromis avec l'Entente comme le Reichstag le préconise dans sa résolution du 19 juillet.

Malgré ces déclarations nouvelles, il est fortement question d'une nouvelle crise parlementaire.

#### Les chefs de groupes convoqués

Zurich, 23 août. — On mande de Berlin que la presse a fait un accueil plutôt froid au discours du docteur Michaelis. Les commentaires des journaux sont si amers que l'on se demande si le prestige du chancelier de l'Empire n'est pas sérieusement ébranlé à la suite de la séance d'avant-hier et si sa situation ministérielle n'est pas devenue difficile.

La presse et l'opinion reprochent surtout au docteur Michaelis les nombreuses contradictions dont il a émaillé son discours. Le docteur Michaelis a commencé en effet par déclarer qu'il ne s'associait pas à la résolution de paix approuvée le 19 juillet par le Reichstag. Puis, à la suite d'une intervention du député Ebert, il rectifia ses déclarations.

En outre, après la clôture de la séance, le chancelier convoqua les différents chefs de groupes en vue de leur donner des précisions, mais ces nouvelles explications ne concordèrent pas avec celles qu'il avait faites en séance publique.

L'Agence Wolff d'ailleurs communiqua à 2 heures du matin, c'est-à-dire dix heures après la séance, un compte-rendu officiel du discours du chancelier qui différait dans le fond comme dans la forme du texte donné par l'analyse.

#### L'opinion des journaux

Les journaux sont presque unanimes à relever ces faits et ils en tirent argument pour adresser d'après critiques au gouvernement impérial.

La Gazette de Voss et le Berliner Tageblatt se font particulièrement remarquer par la violence de leurs attaques. Le premier de ces journaux écrit :

Le compte rendu de la séance qui a eu lieu à la grande commission du Reichstag impressionnera péniblement l'opinion allemande ; elle montre qu'à l'heure actuelle le gouvernement ne sait pas ce qu'il veut. Lors du discours qu'il prononça au Reichstag le 19 juillet, le chancelier avait déclaré qu'il était décidé à garder dans ses mains la direction des affaires, mais actuellement nous savons qu'il n'en est pas capable et qu'il lui manque les qualités les plus élémentaires d'un homme de gouvernement et

notamment la confiance en lui-même. L'erreur qu'il a commise ne peut pas être réparée par des artifices oratoires. Il est des maintenant démontré que le Reichstag a le devoir d'assumer la responsabilité de la direction politique de l'Allemagne dont il est responsable aussi bien envers le pays qu'envers l'étranger.

Même le Loksal Anzeiger, qui avait accueilli avec enthousiasme la nomination du docteur Michaelis, critique l'attitude du nouveau chancelier :

Nous devons dire franchement, écrit-il, que la dernière séance de la grande commission du Reichstag a produit une impression pénible. Il semble évident que de nouvelles divergences s'élèveront bientôt entre le chancelier et le Parlement et que de ce fait les intérêts de l'Allemagne seront lésés ; ceci est très regrettable.

Les Berliner Neueste Nachrichten attaquent à leur tour le docteur Michaelis et affirment que le titre de « chancelier chancelant » qu'on avait appliqué à M. de Bethmann-Hollweg peut également servir à désigner son successeur.

La Taegliche Rundschau consacre aux déclarations de M. Michaelis des commentaires analogues.

### Les maladresses de la diplomatie boche

Bâle, 23 août. — Au cours de la discussion d'hier à la commission plénière du Reichstag, un député radical a reproché vivement à l'Office des affaires étrangères son insuccès et sa maladresse dans la propagande faite à l'étranger, en disant que la quantité de brochures et de publications dont l'Allemagne a inondé à grands frais les neutres n'ont nullement gagné ceux-ci à la cause allemande. La confiance des neutres dans l'Allemagne se fait visiblement plus grande s'ils avaient été traités autrement.

Un député socialiste s'est plaint que l'agitation des pangermanistes en Allemagne puisse continuer sans la moindre opposition de la part du gouvernement qui, au contraire, interdit par exemple la publication à l'intérieur du discours de Scheidemann sur la paix et laisse interpréter par les conservateurs le dernier discours du chancelier comme une adhésion à leurs théories annexionnistes. Le député a cité la manifestation du comte Schewerlin-Idewitz qui prête ouvertement au chancelier l'intention de ne pas tenir compte de la résolution de paix du Reichstag.

Très vraisemblablement, ce sont ces critiques socialistes qui ont amené le chancelier à faire les déclarations déjà mentionnées sur la façon dont il concevait les désirs de paix du Reichstag.

### LES ÉLUCBRATIONS DU KAISER

## C'est l'Angleterre qui est la principale ennemie de l'Allemagne

Bâle, 23 août. — Au cours d'une revue qu'il a passée, hier, dans les Flandres, le kaiser a harangué ses troupes. Il leur a dit notamment :

C'est l'Angleterre qui est l'instigatrice de cette guerre. Elle est l'adversaire qui nous hait le plus. Elle jette cette haine contre nous, dans le monde entier ; elle insufflé à ses alliés une haine et une envie de combattre toujours nouvelle.

La lutte est dure. Si l'Angleterre est fière de l'opiniâtreté sur laquelle elle compte pour avoir la victoire, vous lui montrerez que vous pouvez faire aussi bien, mieux qu'elle, car le prix de la victoire pour l'Allemagne est la liberté de vivre, la liberté des mers, la liberté à la maison. Avec l'aide de Dieu, nous terminerons le combat victorieusement.

Le kronprinz Ruprecht de Bavière a répondu au kaiser en affirmant que la victoire sur les Anglais serait complète.

### NOUVELLE COMBINAISON BOCHE

## LE DUCHÉ d'Alsace-Lorraine

Bâle, 23 août. — Les Dernières Nouvelles de Munich écrivent :

Le bruit court dans les milieux gouvernementaux qu'un changement de la Constitution d'Alsace-Lorraine serait imminent. L'Alsace-Lorraine cesserait d'exister comme pays d'Empire et deviendrait un duché. On voulait mettre à sa tête un prince bavarois, mais par suite du refus du candidat envisagé, le futur régent du duché serait un prince de la branche catholique d'Urach. La discussion à ce sujet viendrait au Reichstag dès le mois de septembre.

### UN REVENANT

Bâle, 23 août. — La Gazette de Voss annonce que le prince Guillaume de Wied a adressé aux Empires centraux et aux pays neutres un mémoire affirmant ses droits sur le royaume d'Albanie.

### Retour précipité de l'empereur Charles

Rome, 23 août. — Une dépêche de Berne dit que le retour précipité de l'empereur Charles I<sup>er</sup> à Vienne a pour cause la tournure très grave que prennent les événements sur le front italien. Le bruit court à Vienne que l'empereur se rendrait prochainement sur le Carso pour assister aux opérations. Ces nouvelles dénotent l'inquiétude qui règne dans les milieux militaires autrichiens par suite de l'offensive italienne.

### Préparatifs navals allemands

Londres, 23 août. — On mande d'Amsterdam que quatre destroyers, six croiseurs auxiliaires allemands, avec deux zeppelins et cinq aéroplanes ont été observés aujourd'hui au large des îles hollandaises du Nord.

### LES TRAVAUX D'EDISON

New-York, 23 août. — M. Edison a eu avec M. Wilson un long entretien au cours duquel le grand savant a mis le président au courant d'une série de découvertes de nature à fournir une aide puissante à la marine américaine dans la lutte contre les sous-marins.

### L'évacuation de Trieste

Un télégramme de Rome adressé au Corriere della Sera déclare que, suivant des renseignements reçus, les Autrichiens se préparent depuis un mois à évacuer Trieste. Toutes les archives de l'Etat et les objets les plus précieux qui se trouvaient dans les musées, les bibliothèques et les églises ont été enlevés et transportés en majeure partie à Vienne. Des trains spéciaux ont même été formés pour contenir tous ces précieux objets.

### LA GUERRE AÉRIENNE

#### Les avions britanniques exécutent un raid de bombardement sur la Belgique

Londres, 23 août. — Un communiqué officiel de l'Amirauté annonce qu'un raid de bombardement a été effectué hier matin à 3 heures par des avions du corps de la marine sur Zeebrugge. Plusieurs bombes sont tombées sur la jetée et les batteries de la côte.

Un raid a également été effectué à 6 h. 30 du matin sur l'aérodrome de Ghislende. Des bombes explosives ont éclaté près des hangars de l'ouest où un incendie s'est déclaré. Tous nos avions sont revenus indemnes.

## Les opérations militaires

### FRONT BELGE

Communiqué officiel. — Dans la nuit du 21 au 22, l'ennemi a lancé dans la région de Neuvecapelle plusieurs milliers de projectiles asphyxiants de tous calibres. La journée du 22 a été relativement calme. Dans la nuit du 22 au 23, une de nos patrouilles a pénétré dans une tranchée ennemie près de Dixmude ; elle s'est retirée devant des forces supérieures.

Journée du 23, faible activité d'artillerie à cause du temps défavorable.

Le 21 août, l'adjudant De Meulemeester a abattu son cinquième appareil ennemi. Le sous-lieutenant Thieffry son huitième, le 22 août.

### ARMÉE D'ORIENT

Communiqué du 23 août. — Dans la région de Nonte et au nord de Vetrenik, deux détachements bulgares ont été repoussés avec des pertes sensibles.

Dans la boucle de la Cerna, nos tirs de destruction ont allumé des incendies dans trois batteries ennemies.

L'aviation a bombardé les établissements ennemis de Razimby, dans la vallée de la Cerna.

### FRONT RUSSE

Communiqué du 23 août. — Dans la direction de Toukkoum, sous la pression de l'ennemi, nos troupes se sont repliées de la région de Ragazem et Kemmen, vers celle du lac Schlozen-Frankendorf. Dans cette direction, l'ennemi a violemment canonné nos positions.

Dans la région au sud-ouest du lac Ratchik, un fort détachement d'éclaireurs allemands a été dispersé après un corps-à-corps et a laissé des prisonniers entre nos mains. L'artillerie ennemie a manifesté une grande activité contre nos tranchées. Le brave général-major de la division, Kroughevski, a été contusionné en visitant les positions. Dans la région de la rivière Keckau, les avant-gardes ennemies ont déployé une grande activité.

En Volhynie, dans la direction de Sokal, un bataillon ennemi a attaqué le 22 août, dans la région de Shorychwydouka, ayant réussi à prendre pied dans nos tranchées près de Shorych, il en a été rejeté par notre contre-attaque.

Sur la côte de Riga, un de nos appareils a abattu un hydravion allemand qui est tombé dans la mer.

### FRONT ROUMAIN

Communiqué russe du 23 août. — Au cours de la nuit du 22 août, l'ennemi a attaqué nos positions au nord-ouest de Iazlowetz et s'est emparé d'une hauteur : notre contre-attaque a rétabli la situation. Dans la direction d'Orna, les combats continuent. Dans la journée du 22 août, l'ennemi a lancé des attaques au nord de Grozestchi, près de la distillerie et dans la région de Sovie ; toutes ces attaques ont été repoussées par les Roumains. Dans la direction de Focșani, les Allemands ont également entrepris une attaque sur le front Monastira-Mereckestchi, dans la nuit du 22 août : cette attaque a échoué.

### FRONT DE MÉSOPOTAMIE

Communiqué britannique du 22 août. — Nos colonnes ont attaqué, le 19 août, les Turcs près de Schahrban, sur la rive gauche de la Dialah.

L'ennemi a opposé une faible résistance et s'est replié en hâte vers les collines d'Hamrim. Nous continuons d'occuper Schahrban.

### Zeebrugge bombardée par des navires anglais

Amsterdam, 23 août. — Des navires de guerre anglais ont bombardé hier soir, à neuf heures, Zeebrugge. Le bruit de la canonnade était entendu de Flessingue.

## Les Spectacles

### THEATRES

Ce soir :  
ODEON. — 8 h. — Marie Tudor.  
PORT-SAINT-MARTIN. — 8 h. 30. — Le Chemineau.  
GYMNASE. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.  
VARIÉTÉS. — 8 h. 15. — Kil.  
CHATELAIN. — 8 h. — Dick, roi des chiens policiers.  
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Madame et son filleul.  
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Paradis (vaudeville).  
ANTOINE. — 8 h. 30. — M. Bourdin, professeur.  
MARIGNY. — 8 h. 30. — Le Maître de Forges.  
AMBIGU. — 8 h. 15. — La nouvelle Revue de Marigny.  
FEMINA. — 8 h. 45. — Hello Boys.

LA Revue du Vaudeville ; Boucot, Mme Marg. Lavigne et Guyon fils.  
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. La petite Maison.  
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. La petite Maud ; La Recrue. Mat., aul., sam. et dim., à 2 h. 30.  
LA PIE QUI CHANTE. 8 h. 45. Martin, Maurice, Secrétaire. Rev. de Rip, Buser, Derville.  
LITTLE-PALACE. — 8 h. 30. Douai. T. G. L. 20. T. les soirs. La Revue dévouée.

### MUSIC HALLS ET CONCERTS

FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 30. La Grande Revue, Dimanches et fêtes, matinée.  
OLYMPIA. — 8 h. 30. Spect. music hall. Vendredi et dimanche, matinée.  
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. La Revue Sensationnelle, 2 actes, 20 tableaux.  
CHEZ SENGU. (Louvre 28-21). Esen Abbis, cycliste, Max Hollys, Vylma, G. Roger et 10 alt.

### CINEMAS

La réouverture du GAUMONT-PALACE devant avoir lieu le 31 courant à 8 h. 15 du soir, on peut louer ses places à partir du 27 courant, rue Forest, 4, ou Tél. Marcadet 16-73. les jeudis, samedis et dimanches de 10 à 12 h. et de 15 à 17 h. Les autres jours, de 11 à 17 h.

ELECTRIC PALACE, bd des Italiens. La petite Fièvre no 13.  
Pensionnaire. Le Rapt, 6e ép.

OMNIA PATHE. L'Heure sinistre. Le Petit Chapeau rose. Pour l'Amour de la Serana.  
AUBERT-PALACE. 24, bd des Italiens. Une Aventure à New-York. Le Fièvre no 13.  
L'Heure sinistre. Le Rapt, 6e ép. du Fièvre no 13. Le Cour d'une simple.

Le gérant : VICTOR ATKINSON.

Société anonyme des Imprimeries WELHOFF et ROGEE, 10-13, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

3, RUE  
TAITBOUT  
TÉLÉPH.  
BUT. 14-50

## MAXIMA

ACHÈTE AU

## MAXIMUM

BIJOUX. ANTIQUITÉS. AUTOS  
OBJETS D'ART, ETC.

### ONGUENT FOSTER

L'efficacité extraordinaire, le succès sans cesse grandissant de l'Onguent Foster consacrent qu'il est souverain pour assainir et fortifier la peau.

Il est le remède enfin trouvé, guérissant d'une façon certaine et permanente :



Eczéma,  
Herpès,  
Dartres,  
Démangeaisons,  
Urticaire,  
Croutes d'hiver,  
Eruptions,  
Piqûres de moustiques,  
Boutons,  
Engelures,  
Crevasse,  
Varicelle globuleuse,  
Gourme et vermicules des enfants et autres maladies de la peau.

Pour les hémorroïdes, l'Onguent Foster est sans rival.  
Echantillon contre 0 fr. 60, impôt et port compris. H. Binac, pharmacien, 25, rue Saint-Ferdinand, Paris (17<sup>e</sup>).

### VILLÉGIATURE

Normandie. Pens. fam. Parc. Accès direct plage. Gar. Electr. Px mod. « Beau Rivage », Villerville.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Réclamez dans tous les débits  
la nouvelle cigarette Muratti  
"CLASSIC"  
en tabac de Virginie — 0.30 la boîte de 10  
ainsi que les  
"ARISTON" de luxe  
ou gold  
"YOUNG LADIES"  
"AFTER LUNCH"  
"BOUQUETS" carton  
ou liège  
MURATTI Sons & C<sup>ie</sup> Ltd — MANCHESTER

## LES PILULES PINK TUENT L'ANÉMIE

Pharmacie de Famille  
Hygiène — Toilette

## GOMENOL

Antiseptique idéal  
Soins de la Bouche, Aphthes, etc.  
Gomenol pur : 3.50. Savon-Gomenol : 2 fr. (impôt en sus)  
Dans toutes les pharmacies. — Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

## FUMEURS !

DEMANDEZ PARTOUT

Les Pipes "MAJESTIC" "LA SAVOYARDE" "GLOIRE DE VERDUN"  
FUME CIGARETTES Marque E.P.C. en Ivoire, Ebène, Iris, Corne, Ambroyo, "Merisier de France"  
BLAGUES À TABAC "L'ALSACIENNE" "PAPIER À CIGARETTES" "CLOC LOUIS" vente 100 c.  
Vente en Gros : E. PANDÉVANT, 29, Avenue du Marché, CHARENTON (Seine)